Ecunumia identitaria

Dominique Taddei Florence Antomarchi

COUVERTURE :
Toni Casalonga
MAQUETTE - MISE EN PAGE :
Valérie BIANCARELLI
ISBN :
2-905124-36-9

ACHEVÉ D'IMPRIMER LE 30 DÉCEMBRE 1997 à l'imprimerie Siciliano dépôt légal : 4ème trimestre 1997

EDITION:
Les Editions Albiana
4 Rue Major Lambroschini
BP 83 - 20 176 Ajaccio Cedex 1
Tél. 04 95 50 03 00 - Fax 04 95 50 03 01

© Tous droits de traduction et d'aptation réservés pour tous pays Les Editions Albiana 1997 02622 ho30

33/3

ECUNUMIA IDENTITARIA

DOMINIQUE TADDEI FLORENCE ANTOMARCHI

[BCN 601.2432098]

12

Le choix des textes, issus des travaux du

Conseil Économique, Social et Culturel de la Corse
les commentaires, résumés, notes et intertitres relèvent de la responsabilité

des auteurs

ALBIANA

2001-88723

dans la même collection :

L'Univers Criminel Féminin en Corse à la fin du XVII^e siècle, Marie-Josée Cesarini Dasso Vendetta et Banditisme en Corse au 19^e siècle, Stephen Wilson Quarante ans de gloire et de Misère, Hyacinthe Yvia-Croce (présenté par P. Silvani)

Canta U Populu Corsu, G. de Zerbi, G. Thiers, J.M. Arrighi, F. Berlinghi, M.J. Nicoli, G. Fusina, G. Turchini La Corse pendant la Seconde Guerre Mondiale, sous la dir. de P. Silvani, assisté de F. Antomarchi Corse, la Volonté d'Être, Dr Edmon Siméoni

Corse, La Metamorphose, Pierre Dottelonde

Papiers d'identité(s), Jacques Thiers

La Parabole Corse, Rencontres avec l'Identité, Ange Casta, assisté de F. Antomarchi La Mediterranée en Devenir, Actes du Jardin de la connaissance sept.96

Il faut, pour que la pâte lève, le bon levain, en quantité juste et mis au bon moment.

Il faut aussi, quand le ferment a accompli son effet, en prélever une partie, une petite partie, la conserver avec précaution, pour demain l'introduire dans la nouvelle pâte qui, à son tour, lèvera, produisant ainsi, jour après jour, chaque fois différent mais toujours reconnu, notre pain quotidien.

Ainsi en est-il de l'identité comme levain de l'économie, moteur du développement.

Le développement n'aurait-il qu'une seule voix, et serions-nous condamnés à le chanter à l'unisson, comme ces immenses chœurs que l'on a pu entendre, çà et là dans l'histoire au gré des empires despotiques qui ne savaient pas que "la musique militaire est à la musique ce que la justice militaire est à la justice ?".

Sans doute, si ce mot n'est que le vocable charmant sous lequel se cache la mondialisation, c'est-à-dire, la concentration des savoirs, des pouvoirs et des richesses chez une minorité par l'uniformisation des productions, des comportements, voire des pensées, pour la majorité qui s'appauvrit chaque jour davantage.

Ce phénomène se pare aussi, parfois, des attributs de l'universalité, alors qu'il en est la négation même en interdisant à tout ce qui n'est pas lui d'y accéder, construisant autour de ses positions des murs, le plus souvent faits de règles qu'il édicte à son seul profit.

A l'opposé de cette musique de masse, n'y aurait-il de possible que le chant merveilleux mais solitaire de l'artiste unique ? A lui de chanter, aux autres d'écouter.

Le soliste lutte pour conquérir la seule place possible, c'est-à-dire la première. C'est une compétition de luxe, d'où la sauvagerie n'est pas exclue, et où, à la condition d'avoir du talent, tous les coups sont permis s'ils réussissent. Simplement, malheur aux vaincus, aux exclus. Non, il n'y a pas comme choix que ces deux extrêmes, et ce que nous possédons de plus solide au sein de notre culture vivante en est la preuve : qui aujourd'hui ne connaît le vrai plaisir d'une polyphonie corse ?

C'est un groupe qui chante, mais ce n'est pas une masse. Ils chantent en chœur, mais personne ne les dirige. Chacun chante une partie différente et les trois construisent, ensemble, une harmonie plurielle, où un homme égale une voix.

De plus, dès les premières notes, on reconnaît le style, u Versu, d'origine et à l'intérieur du groupe même on peut - on doit - juger de la qualité individuelle des voix et l'apprécier comme on apprécie aussi les innovations et les créations qui ne manquent pas.

Ces observations, rapportées au domaine général de l'économie, nous permettent de situer le rôle et la valeur des savoirs et des productions identitaires dans la société contemporaine, quand on sait le succès désormais mondial de nos chants.

Depuis le texte élaboré par VI A le 1er février 1992, où pour la première fois le concept d'ÉCONOMIE IDENTITAIRE est apparu, quel chemin parcouru. Certes, dès le départ, "la géographie, l'histoire, la culture et le peuple" étaient au rendez-vous. Ils constituaient la quadruple base sur laquelle le défi était lancé de "donner un contenu réel à l'expérimentation, pour la Corse, d'un nouveau rôle dans le monde d'aujourd'hui". Considérant le paradoxe de sa situation de "pauvre parmi les pays riches" et de "riche parmi les pauvres" son identité y était définie en terme de partage. Bien plus, il faut l'avouer, à travers une vision des espaces géographique et économique qu'en termes d'équilibres à caractères sociaux. C'est pourquoi, après avoir vu rebondir cette idée au sein du Conseil Économique, Social et Culturel et, à travers ses représentants, dans les commissions de préparation du Plan de Développement en 1993, il m'apparaît essentiel qu'à l'idée de production de richesses, fonction confiée à l'économie de manière exclusive, s'ajoute la traduction de "l'identité de partage" par l'apparition des termes de justice sociale.

Et que simultanément, la fonction dévolue classiquement aux activités culturelles : produire du sens, vienne compléter le dispositif triangulaire et le conclure.

Intimement, indissolublement liées sous peine d'incohérence, dans un instrument d'approche global, ces trois notions, ces trois faces mettent en relief la nécessité de se positionner par rapport à elles.

Vue de l'extérieur, une forme triangulaire est ainsi faite que si l'on se situe devant l'une de ses faces, on ne peut voir les deux autres. La face économie cache la face justice sociale et la face culture, et ainsi de chacune.

À l'intérieur, on est équidistant des trois et l'on peut en sentir les reflets conjugués.

C'est ce prisme, à l'intérieur duquel se situe l'espace identifiable, le lieu d'identité, qu'il faut poser sur toute réalité, sur tout projet. Le rendre opératoire c'est cesser d'examiner un projet d'entreprise uniquement sous l'angle de la rentabilité comptable, un projet social exclusivement par rapport à son utilité publique, un projet culturel seulement en fonction de ses qualités esthétiques.

" Faute de direction, un peuple décline. Le succès tient au grand nombre de conseillers "

in *Livre des proverbes,* Salomon, 11/14

Mais, faisant travailler des équipes pluridisciplinaires, croiser leur triple approche pour conjuguer la richesse avec la justice sociale, la justice sociale et le sens, le sens avec la richesse.

C'est-à-dire, ne pas se condamner à choisir artificiellement entre l'avoir ou l'être, ou le faire, alors que la vie - dans sa simplicité - les réunit tous les jours. C'est dans cette convergence que la diversité peut s'exprimer et c'est de cette convergence même que résulte, au point le plus élevé, l'objectif.

Dans cette direction, à un moment de son histoire, une communauté se met en marche, pour une nouvelle Pâques.

Mais après les "Nouveaux Bandits corses " ou "l'infinie dérive de la Corse " que reste-t-il de l'espoir ?

Nous avons là une vérité. Celle d'une Corse qui se laisse aller, qui va à vau-l'eau ; qui entre, un peu tard mais quand même, dans la normalité d'une société qui agresse les vieillards, qui se drogue et bien d'autres choses encore dont nous ne sommes pas les inventeurs. En somme, si

nous allons à vau-l'eau, ce n'est pas pour autant que nous sommes le lit du fleuve, ni la force qui agite le courant.

Mais il y a aussi une autre vérité sur laquelle nous devons tous contribuer à jeter la lumière, toujours plus de lumière. La lumière de la vie, opposée mais cœxistante avec l'ombre de la mort.

Alors, n'ajoutons pas au désordre de ces comptabilités macabres et de ces désignations approximatives de coupable qui me révoltent.

Comme me révolte la domination d'une économie qui détruit le sens, d'une société qui produit l'injustice, d'une culture qui appauvrit. Car la vie est respectée par ceux qui estiment qu'elle vaut d'être vécue.

Je n'en veux pour preuve que les multiples et fécondes expériences de la vie culturelle, éducative, associative et syndicale, économique et même institutionnelle de ces 30 dernières années, passées en général sous silence, et qui pour beaucoup se retrouvent dans cet ouvrage. Parce que, chacun à notre tour, nous avons douté, nous avons vacillé, nous avons abdiqué, nous avons ouvert le chemin de la mort, celle qui sépare et non pas celle qui réunit éternellement.

Et parce que, chacun à notre tour aussi, nous avons espéré, nous avons résisté, nous avons avancé, aujourd'hui encore nous avançons, nous résistons, nous espérons.

Toni CASALONGA

L'affirmation identitaire, clé d'une Corse ouverte sur le monde

Dominique TADDEI

clé d'une Corse ouverte sur le monde

Dominique TADDEI

En guise d'avertissement

L'auteur de ces lignes est un métis corso-provençal. Il n'en résulte aucun complexe, ni d'infériorité, ni de supériorité : après tout, si, comme l'affirme Léopold Senghor, le métissage est l'avenir de l'humanité, que l'on ait commencé à une génération ou à une autre, n'a qu'une valeur anecdotique pour ceux qui n'ont pas vécu ces rencontres amoureuses ou n'en sont pas le fruit ...

. De plus, ce métis méditerranéen est un créole de la pire espèce, celle du Quartier Latin, un de ces intellectuels Rive Gauche qui dans les années 60 parlaient de valeurs universelles et qui semblent aujourd'hui si povinciaux, face à la mondialisation à l'anglo-saxonne.

Un tel profil n'est-il pas le pire pour oser parler de la Corse à des Corses (des vrais...) et qui plus est, prétendre leur en remontrer dans la corsitude, alors même qu'on n'en parle pas la langue ? Il n'y a rien à répondre à de telles critiques, si elles émanent de partisans de la purification ethnique, si ce n'est, en Corse comme ailleurs, de combattre l'aberration de leurs préjugés xénophobes et/ou racistes. Mais, fort heureusement, ces extrémistes ne paraissent guère nombreux aujourd'hui dans notre île (si on m'autorise ce possessif pluriel). Et si on se situe dans le camp de la démocratie, du dialogue, de l'ouverture de la Corse vers la France, l'Europe et le monde (et aujourd'hui ces trois dimensions sont inséparables), on doit pouvoir entendre toutes les vérités, d'où qu'elles viennent, et même quand elles viennent de ces espaces incertains où les eaux de notre *mare nostrum* s'agitent des débats qui traversent les cinq continents.

Car les lignes qui suivent ne m'ont été arrachées par une poignées d'amis insulaires qu'au nom d'une conviction commune : la conviction que les habitants de cette terre, que je persiste à appeler avec la majorité de l'Assemblée Nationale de 1992, le peuple corse, ont besoin de se savoir aimés et de se savoir respectés au point qu'on leur dise la vérité et, quand il le faut, leurs vérités. Ils ont non moins besoin qu'on leur parle d'avenir, non en termes de contraintes et de soumissions, mais en termes d'espoir et de liberté.

Assumer la tension entre identité et modernité

Il faut relire le Projet de Constitution de l'île de Corse que rédigeât à la demande de Pascal Paoli et de Buttafugo, Jean-Jacques Rousseau. L'auteur de l'Emile y exalte les valeurs ancestrales du peuple corse. Il craint pour elles toute corruption extérieure et pour les en protéger, rêve d'une économie quasi-autarcique. De même, toute à sa nostalgie agro-pastorale, il entend limiter au maximum, à l'intérieur de l'île, ce que l'on appellera au siècle suivant "le règne de la marchandise". Il n'est guère difficile aujourd'hui de constater que Jean-Jacques avait à la fois raison et tort. Il avait bien raison, quand il prévoyait à quel point le développement de la modernité économique pouvait dissoudre les valeurs traditionnelles : la planète entière est jonchée de ces acculturations. La Corse n'y a que partiellement échappé, accommodant cette modernité de façon particulière et souvent discutable. Mais Rousseau avait évidemment tort de vouloir arrêter l'histoire aux rivages de l'île et, même de lui proposer un retour en arrière, car elle n'était déjà plus, au milieu du dix-huitième siècle, la Nouvelle-Héloïse qu'il semble avoir fantasmée : nulle part dans le monde, l'utopie autarcique n'a su résister au développement des échanges et les acculturations furent souvent d'autant plus dures qu'elles furent tardives.

La Corse, comme les autres, serait-elle, moderne Faust, ainsi condamnée à troquer l'âme de ses pères contre les oripeaux d'une nouvelle jeunesse que le monde extérieur lui ferait miroiter ? Bien pire, dans cette course au modernisme économique, à la compétition effrénée, la Corse serait condamnée à se battre, mais vouée à l'échec : non seulement en retard, mais trop excentrée, trop petite, trop peu peuplée ... Que nos compatriotes regardent enfin les choses en face : suivant les critères de "l' économie libérale", la Corse doit certes se prêter à la compétition, mais elle n'a, dans cette galère, comme issue que le tout-tourisme. Mais comment faire vivre alors 250 000 habitants, autrement que par la formation d'enclaves pour milliardaires et/ou le bétonnage de nos côtes ? Que le destin soit celui du rocher de Monte-Carlo ou de H.L.M. sur mer, dans les deux cas, l'identité corse aurait depuis longtemps sombré.

Mais si le défi extérieur ne peut être esquivé, particulièrement dans sa composante économique, il est temps pour tous ceux que la Corse a enlacé dans les charmes de sa singularité, de prendre conscience que le monde a changé et que ce défi, pour être toujours plus pressant, lui offre des chances qu'elle n'a jamais connues. Ou comment être pleinement moderne en étant plus corse que jamais!

Ce ne fut pas toujours possible et c'est ce qui explique le scepticisme profond de tant de nos compatriotes parmi les meilleurs : pendant deux siècles. jusqu'aux années 1970, la Corse était déjà confrontée à un devoir de compétitivité, mais ce devoir elle ne pouvait pas l'assumer ou ne le faisait que très partiellement, au détriment de sa propre identité. Le devoir de compétitivité est permanent, on a parfois quelques scrupules à le rappeler à nos compatriotes, du moins si ils entendent consommer aussi bien ou à peu près que les autres français et européens. Nos voitures, téléviseurs, ordinateurs et autres objets de la vie moderne doivent bien être financés quelque part et comme il ne parait pas envisageable de les fabriquer en Corse, il faut bien les importer, c'est à dire les payer avec une monnaie reconnue partout ailleurs. Comme nous ne pouvons pas davantage fabriquer cette dernière, il nous faut donc la trouver guelque part : il existe bien diverses formes de transferts. publics (subventions) ou privés (pensions), pour ne parler que des transferts licites. Mais, pense t'on qu'une population, sur son île, peut vivre éternellement des transferts que lui consentent non pas des Gouvernements (ce n'est là qu'apparence commode), mais en dernière instance d'autres populations qui ont aussi leurs besoins et leurs difficultés? Ne voit-on pas que l'Europe, qui est par beaucoup d'aspects une chance pour la Corse, finira par déliter les obligations financières de Paris à son endroit ? Déjà un ancien Premier Ministre français qui passe pour modéré et européen convaincu, peut lancer : "si les Corses veulent leur indépendance, qu'ils la prennent!" Disons le non moins crûment : l'économie de transfert a ses limites et si les Corses veulent à terme bénéficier d'un haut niveau de vie, ils n'ont pas d'autres ressources, en économie monétaire, que de savoir vendre.

Vendre pour acheter? Voilà justement ce que craignait Jean-Jacques Rousseau, mais la question n'est plus là et l'île ne manque pas de commerçants, d'artisans, d'hôteliers et de restaurateurs, même si tous n'ont pas pris parfaitement conscience des exigences de leur profession. Mais plus gravement, vendre, n'est-ce pas se vendre, presque s'abandonner aux exigences anonymes des marchés? Les Corses, dans leur grande majorité, ont toujours été mal à l'aise dans ce type d'exercice, qu'on les compare à d'autres peuples méditerranéens. Ils vivaient la contradiction consciente et inconsciente entre leur devoir économique de compétitivité et leur exigence culturelle d'identité. Nous voudrions dire ici que cela était probablement inéluctable dans les conditions économiques prévalentes, mais qu'à notre sens, tout cela est en train de changer - parce que les conditions de la compétition, qu'elle soit locale ou mondiale, sont en train de changer-, parce que survient

peut-être enfin le temps, où la culture n'est plus un obstacle à l'économie, mais qu'elle peut tout au contraire venir au secours de l'économie.

Contentons-nous de résumer ce qui assurait les succès dans la compétition économique traditionnelle : la capacité à vendre à moindre prix, grâce à un marché le plus large possible, une main d'oeuvre la plus abondante possible, des ressources naturelles non moins abondantes et bon marché, la proximité des grands centres de consommation et des grands axes de communication. Tous ces critères de la réussite économique pendant deux siècles ne semblaient avoir été inventés que pour faire ressortir par contraste les handicaps corses : dans cette course au moins-disant, où le moins cher a vocation à l'emporter, comment la Corse aurait-elle pu triompher ?

Vendre sans se vendre

Mais tous les plus grands spécialistes mondiaux des marchés, qu'ils soient européens, américains ou japonais nous le disent, les "nouvelles armes de

la compétitivité ", ne reposent plus sur le moins disant, mais sur le mieux-disant. Ceci mérite un moment d'explication, si le rapport de la Corse au reste du monde est, comme nous le croyons, largement déterminé par ces questions. Il faut d'abord bien prendre conscience de ce qu'un marché n'est jamais de concurrence pure et parfaite, comme on le dit dans les manuels traditionnels, mais qu'il relève plus modestement de règles de concurrence imparfaite, où chaque offreur est, certes en compétition pour des parts de marché, mais avec des avantages (et des handicaps) spécifiques qui tiennent, soit à la spécificité de ce qu'il vend, soit à la spécificité des moyens qu'il emploie pour y parvenir, soit encore à un mélange des deux.

I - Nous nous permettons de renvoyer au rapport portant ce titre, établi, avec notre collègue B. Corial, à la demande de M. D. Strauss-Khan, alors Ministre de l'Industrie et du Commerce Extérieur, et qui a fait l'objet de deux ouvrages publiés chez Hachette coll. Le Livre de Poche : "Made in France, l'industrie française dans la compétition mondiale" (1992) et "Entreprise France, made in France II" (1993)

Or, le raisonnement théorique, comme l'observation élémentaire que peut faire tout un chacun, nous montrent que, dans un tel contexte de concurrence imparfaite, améliorer sa position (vendre davantage) revient à améliorer son rapport qualité-prix.

Mais ceci peut se faire de deux façons, fondamentalement contradictoires :

ou bien une stratégie du moins disant, qui consiste à vendre de moins en moins cher, tout en maintenant si possible la qualité; ou bien une stratégie du mieuxdisant, qui consiste à élever constamment la qualité ... sans augmenter les prix². Bien entendu, les deux types de stratégie continuent d'exister et de s'affronter, mais tout donne à penser qu'à partir de la grande crise de mutation amorcée dans les années 70 avec les deux chocs pétroliers, leur importance respective s'est inversée. En cherchant une image dans le pays dominant, les Etats-Unis, on est passé d'un slogan à un autre : du "Ce qui est bon pour la General Motors est bon pour les Etats-Unis" traditionnel de la Côte Est, au nouveau "small is beautiful" de la Californie. De même partout en Europe, les pôles de développement s'éloignaient des centres miniers du Nord, pour se rapprocher de lieux plus ensoleillés, où fleurissaient les nouveaux laboratoires de recherches. Comment la Corse et les Corses resteraient-ils indifférents à cette nouvelle donne?

Or, si la Corse partait battue d'avance dans une course au moins-disant, malgré les tentatives méritoires de quelques-uns, elle peut, par contre, aborder sans complexe une compétition d'un type nouveau. Certes, dans cette dernière, rien ne lui est dû, elle aura à se battre (mais si l'atavisme existe, cela ne devrait pas lui

faire peur...), elle aura surtout à imaginer, à créer, à inventer, à innover enfin. Car, si vendre moins cher est une stratégie très simple, au moins dans sa définition purement quantitative, être mieux-disant peut s'entendre de mille manières, puisque c'est de qualité qu'il s'agit. Commençons par éviter un malentendu : il ne s'agit pas nécessairement de ne viser que le haut de gamme, mais à chaque note de cette gamme, d'être le meilleur pour un prix équivalent.

Bien entendu, la qualité des marchandises et des services rendus ne se décrète pas et elle repose avant toute chose sur la qualification des femmes et des hommes qui les produisent. Et on retrouve bien ici les vertus traditionnelles des Corses, en même temps que les exigences nouvelles de la compétitivité par la qualité. Les vertus traditionnelles qui ont poussé chaque génération "à faire des études", à accepter l'exil alors nécessaire, dans une

2 - Dans les travaux précités, on montre qu'il est illusoire de prétendre vouloir gagner des deux côtés à la fois, ce que J. Gandois avait appelé la stratégie de la "compétitivité globale". En effet, les critères et les instruments nécessaires pour réussir une des deux stratégies sont contradictoires avec ceux qui le seraient pour réussir dans l'autre. Ainsi. une stratégie du moinsdisant supose de réduire au maximum les frais de personnel, ce qui sgnifie des bas salaires et une main d'oeuvre flexible. pour ne pas dire précaire. Mais cela est en totale contradiction avec une stratégie de mieux-disant, autrement dit, d'une politique de la qualité, qui suppose la plus grande qualification de la main d'oeuvre, des salaires motivants, des dépenses de formation professionnelle et donc un statut stable pour les interréssés.

volonté farouche de promotion sociale, qu'on retrouve chez beaucoup de peuples pauvres : qu'on songe en France aux Aveyronnais, ou en Californie aux impressionnants succès universitaires des Asiatiques. Aujourd'hui, grâce au combat enfin gagné de l'Université de Corse (combat qui, en fait, est toujours à recommencer tellement les besoins de formation sont immenses), on peut certes poursuivre ses études dans l'île, mais il y a bien plus : il faut envisager son avenir dans l'île, c'est à dire l'inventer, car les sinécures y sont rares. Et cet avenir qui doit s'ancrer dans l'identité corse, n'est évidemment pas fait seulement, ni même principalement de diplômes (même si bien sûr en Corse, comme partout ailleurs, il vaut mieux avoir des diplômes avec soi que contre soi) : il reposera encore bien souvent sur un apprentissage sur le tas, celui de la transmission ancestrale des savoirs et des savoirs-faire, ceux des bergers, des cultivateurs, des artisans et des poètes, même si face aux défis du temps ces savoirs se métisseront de mille apports extérieurs suivant le génie de chacun.

On a souvent décrit les Corses de la diaspora comme ambitieux, c'est sans doute exact, car comment justifier aux yeux des siens et de soimême son exil en échange d'un destin par trop médiocre? Mais aujourd'hui, comme au dix-huitième siècle, c'est moins d'ambitions individuelles que collectives, celles de tout un peuple, resté dans son île, mais soutenu par cette diaspora, dont il s'agit et ceci concerne simultanément tous les champs de la vie collective, ceux de la culture, de la vie publique ou de l'économie. Bien que le présent livre soit centré sur la dimension économique, nous demandons donc au lecteur l'autorisation d'une disgression vers les autres dimensions, politiques et culturelles, puisque notre propos a pour but de combattre l'économisme, en montrant que les succès dans ce domaine ne peuvent naître que de nos audaces dans les autres domaines.

Nouvelle citoyenneté et essor économique

Au dix-huitième siècle, cette île a étonné le monde : avant même Napoléon Bonaparte, le plus célèbre de ses fils, elle a tenté la première, avant même la Révolution américaine à laquelle tant de fils la relie, de traduire en acte la Philosophie des Lumières, celle de ces philosophes qui ont accouché la modernité politique, c'est à dire la démocratie. C'était alors trop tôt et la Corse redécouvrit la démocratie, sous forme représentative, avec la République Française. Perpétuant un clanisme ancestral, la Corse le "modernisa" alors sous la forme clientéliste : on commença à échanger les bulletins de vote contre les bureaux de tabac. Se coulant dans les oripeaux d'une

condition suffisante, beaucoup de vertus et beaucoup d'éthique à la société civile corse en voie de constitution, pour faire le distinguo entre le fait que certains de ses membres ont vocation a entrer dans la société politique, ce qui, en tant que citoyens, est parfaitement respectable, et le fait général que l'activité associative, dans son dialogue public et en particulier dans son dialogue avec les institutions politiques et administratives, n'a pas pour finalité de remplacer les politiques, mais d'infléchir et de contrôler l'exercice des mandats et des engagements électoraux pris par les politiques. Autrement dit, le projet collectif d'une société civile en devenir n'est pas de prendre le pouvoir mais d'en changer l'exercice. Cela exige de la vertu. Il convient de se donner - pour ceux qui veulent être pertinents et par la même rassurants vis à vis des élus - des règles très précises leur démontrant que ce n'est pas un adversaire politique qui leur parle, mais le porte-parole d'un intérêt de quartier, de village, d'une profession... Ceci ne réduira pas leur vigilance. Peut-être que ces conditions ne sont pas toutes remplies, mais je crois bien que la méthodologie citoyenne, dans bien des pays, dont la France continentale, est en plein progrès ces dix dernières années. Je ne vois pas pourquoi la Corse, justement parce qu'elle a ses problèmes spécifiques, ne pourrait pas être en situation d'avant-garde sur ces questions démocratiques. Autrement dit, le mouvement identitaire qui s'est laissé piéger à partir de contestations justes de certaines formes politiques, en particulier de la fraude électorale - dans une sorte d'attitude de négation de la démocratie représentative ne doit pas rester en deçà de cette dernière, mais doit se trouver au-delà, en l'amendant par une démocratie plus participative.

F. A. Et c'est par la participation, cet enrichissement de la démocratie que l'identité pourra encore plus "traverser" la société et son économie pour reprendre l'expression d'un des intervenants des débats. Plus nombreux seront ceux qui participent, plus facilement émergeront des identités plurielles évitant ainsi une approche figée de l'identité, dans les mains de quelques-uns. Ceci reste le plus grand danger de tout discours identitaire.

D.T. Bien entendu, plus l'exercice du pouvoir est limité à un nombre restreint de gens, plus les chances d'un développement de l'identité s'affaiblissent. Les dictatures ne font pas progresser l'identité d'un peuple, aux mieux, elles les figent sans contrepartie positive. Nos démocraties représentatives qui de toute façon, sont en difficulté (non pas dans leur légitimité qui me semble toujours très forte) parce qu'elles se limitent à un trop faible nombre d'acteurs par rapport à tous ceux qui, potentiellement, pourraient apporter, y gagneraient énormément et il y aurait une force identitaire et une force de développement qui seraient beaucoup plus grandes.

F. A. Tu me disais tout à l'heure qu'en travaillant à ce livre, tu pensais aux étudiants de Corte...

D.T. L'université est un sujet de déséquilibre, mais aussi une force formidable. Déséquilibre, parce que l'université forme des diplômés en nombre nettement supérieur à ce que peut absorber, spontanément cette île. Chance énorme, car plus nombreux seront ceux qui sauront créer et inventer leur destin de demain. Car une minorité seulement pourra s'installer dans des situations d'emplois ou d'activités déjà existantes. La prise de conscience politisée qui a caractérisée les premières années de l'Université de Corte devrait devenir une quête identitaire aussi forte mais avec une dimension beaucoup plus sociétale que partisane. Le but serait moins de changer le résultat des élections que ce qui se passe entre deux élections, par leurs activités professionnelles et civiques. On s'éloigne alors du modèle du militantisme séculaire en s'inscrivant plus en profondeur dans les débats de la société de demain.